

Les organisations combattantes irrégulières du Yémen

Barah Mikail

DANS **STRATÉGIQUE 2013/2 N° 103**, PAGES 131 À 138

ÉDITIONS **INSTITUT DE STRATÉGIE COMPARÉE**

ISSN 0224-0424

ISBN 9791092051018

DOI 10.3917/strat.103.0131

Date de mise en ligne : 17/07/2015

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-strategique-2013-2-page-131?!lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut de Stratégie Comparée.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Les organisations combattantes irrégulières du Yémen

Barah MIKAÏL

La profonde situation d'instabilité que connaît le Yémen depuis le printemps 2011 n'a rien de nouveau en soi. La réunification des deux Yémen, en 1990, avait exprimé à maintes occasions la difficulté qu'a pu avoir le gouvernement central à exercer sa souveraineté sur l'ensemble du territoire. Pour voulu qu'il ait été ou non, selon les aspirations et attentes des acteurs, ce rapprochement a ainsi eu très tôt un grand mal à l'emporter sur la nature sociopolitique du Yémen. Polarisation du champ des acteurs politiques, importance du facteur tribal, difficulté de la présidence et de son gouvernement à prétendre à un plein ascendant au vu de la gabegie ambiante, affrontements entre l'exécutif et les rebelles houthistes, tentations sécessionnistes méridionales, ou encore affirmation du phénomène *Al-Qaïda*, sont autant d'éléments qui ne pouvaient que gripper la machine des évolutions dans le pays le plus pauvre de la Péninsule arabique.

Évidemment, les événements nés dans le droit fil de la chute du président tunisien Zinedine Ben Ali sont venus confirmer la profondeur des enjeux et défis auxquels est confronté le Yémen aujourd'hui. Si le président Saleh n'a pas hésité, le long de ces dernières années, à agiter le spectre de la menace émanant de la part d'acteurs irréguliers afin de justifier son maintien au pouvoir, cette justification n'a cependant jamais été aussi vivace que ces derniers mois. Ainsi, à un président se disant confronté à deux menaces principales (*Al-Qaïda* dans la Péninsule arabique (AQPA) et les houthistes "soutenus" par l'Iran) il y a quelques mois encore, succède aujourd'hui un chef d'État ayant tendance à mettre tous ses détracteurs, officiels et réguliers comme officieux, dans un même sac.

Au-delà de la tactique politicienne par laquelle le président Saleh essaie de mettre en garde contre le déluge qui pourrait lui succéder et

de se rendre légitime à la fois aux yeux de sa population et de la communauté internationale, il convient ainsi de s'interroger ici sur la nature des acteurs irréguliers agissant au Yémen, sur leurs motivations, ainsi que sur l'impact potentiel qu'ils pourraient détenir concernant l'avenir du pays. En effet, en dépit des limites extrêmes auxquelles ils ont souvent répondu, le sentiment d'unité nationale et la – parfois relative – existence de l'intégrité territoriale yéménite sont des faits sur lesquels les analyses traditionnelles pouvaient se reposer. Or, maintenant, force est de constater que, avec la dégradation extrême de la situation au Yémen, les faits semblent constamment flirter avec le point de non-retour. À supposer en effet que le schéma politique yéménite ait à le céder à une configuration autre, cela pourrait aussi vouloir dire, hypothèse parmi d'autres, que le pays s'engagerait, tôt ou tard, vers sa "somalisation". Cas dans lequel les acteurs dits irréguliers du Yémen pourraient directement être propulsés aux premières loges.

LES CHAMPS DES ACTEURS IRRÉGULIERS DU YÉMEN : LE CAS DE L'ORGANISATION *AL-QAÏDA* DANS LA PÉNINSULE ARABIQUE

Pour instrumentaliser qu'il puisse être, le discours déployé par le président Ali Abdallah Saleh n'en répond pas moins à une réalité factuelle. Parallèlement à l'exercice du pouvoir traditionnel, on retrouve en effet une myriade d'acteurs qui prévalent au Yémen, et qui rendent l'édification de toute analyse sur l'hypothèse de la présence d'un champ socio-politique yéménite unifié pour le moins hasardeuse.

Il en va ainsi de la plus irrégulière des formes d'acteurs réputés agir au Yémen, à savoir l'organisation *Al-Qaïda* dans la Péninsule arabique. Bien qu'ayant vocation à agir dans l'ensemble des pays du Golfe, celle-ci n'a pas moins fait du Yémen un champ de bataille incontournable. Non seulement l'attentat contre le destroyer américain *USS Cole*, en 2000, est là pour en témoigner. Mais de plus, la tentative avortée du Nigérian Abdoul Farouk Abdoul Moutallab de faire exploser un vol Amsterdam-Détroit suite à son acquisition d'explosifs au Yémen, a remis à l'ordre du jour la focalisation sur les graves enjeux découlant du terrorisme prévalant au Yémen à ce stade. Le tout alors que de son côté, AQPA n'a pas hésité à plusieurs reprises, particulièrement depuis 2009, à développer ses théories sur le caractère à ses yeux illégitime du pouvoir de Ali Abdallah Saleh et la nécessité d'en finir avec un acteur perçu comme trop proche des Occidentaux et de leurs alliés.

Il n'en demeure pas moins intéressant de constater que la situation d'AQPA ne répond pas à la loi du nombre. Il ne faut pas pour autant en déduire que sa capacité de nuisance serait surestimée ; cette

organisation, que ce soit par des prises d'otages, ou par le ciblage d'intérêts gouvernementaux et/ou étrangers, peut faire rimer ses actions sporadiques et peu nombreuses avec un retentissement non moins phénoménal. Cela étant dit, avec ses quelques centaines de membres d'après ce qu'en disent la plupart des services de renseignement, AQPA n'en demeure pas moins un acteur marginal au Yémen, et surtout finalement bien peu à même de se rallier des alliés locaux en nombre.

AQPA a en effet tenté à plusieurs reprises de bâtir des alliances objectives avec des segments de la société yéménite. En témoigne, outre le contenu de ses textes en appelant à un soulèvement contre le président Saleh et ses aspirations à recruter au sein de la jeunesse désœuvrée, ses essais de rapprochement avec des tribus importantes du Yémen. Néanmoins, il convient d'ores et déjà de souligner combien ses efforts se sont avérés vains jusque-là, et pour cause... Non seulement une opposition commune à Ali Abdallah Saleh ne suffit en rien à bâtir une stratégie active de rapprochement entre tous les acteurs présents au Yémen. Mais de plus, la stratégie adoptée par AQPA comme par *Al-Qaïda* en général, et qui a consisté parfois à ne pas s'embarrasser de faire des civils – musulmans en l'occurrence – parmi ses victimes, avait toutes les chances de susciter l'ire d'opinions publiques qui maintiennent une capacité de discernement selon qu'ils se trouvent face à une organisation de type révolutionnaire mais aux objectifs qu'ils partagent, ou à un mouvement jusqu'au boutiste et parfois aveugle.

Ainsi, la frontière demeure hermétique entre AQPA et les yéménites en général, tout comme les perspectives demeurent plus que limitées entre l'organisation et les principaux représentants de tribus du pays. Anti-gouvernementaux pour certains d'entre eux, situés, à l'instar d'AQPA, en périphérie des zones traditionnelles d'exercice du pouvoir officiel, ils n'en demeurent pas moins attachés à l'existence d'un cadre qui se maintient dans les limites officielles du territoire yéménite, malgré la présence d'extensions tribales bien au-delà des frontières du pays. Or, de son côté, avec son aspiration au retour au – ou à l'instauration à terme d'un – califat, AQPA ne peut que se retrouver en contradiction avec les aspirations de ce maillon fondamental des évolutions inter-yéménites.

Pour autant, les faits ont montré que cela n'a pas empêché une myriade d'acteurs, régionaux (Arabie saoudite) comme internationaux (États-Unis, Grande-Bretagne, France...) d'abonder dans le sens de la rhétorique du président Ben Ali, pour qui AQPA demeurerait le principal défi du Yémen contemporain. La "communauté internationale" avait certes été depuis de nombreuses années en phase avec l'idée d'un soutien à Ali Abdallah Saleh, ayant notamment décidé de l'octroi d'une importante aide financière au pays en 2006. Mais les perspectives ont connu leur réactualisation en janvier 2010, avec la conférence de

Londres convoquée en soutien au Yémen suite aux révélations de l'affaire Moutallab. Les ambitions des "amis du Yémen" étaient claires : officiellement, l'attachement était au développement des perspectives du pays et de sa population ; mais dans les faits, le risque terroriste et sa captation par le label AQPA concentraient pour l'essentiel l'attention de la communauté internationale. Le résultat en sera donc une tentative de renforcement du pouvoir du président yéménite, dans un contexte dans lequel AQPA demeurait actif mais pas pour autant omnipotent, alors que la population redoutait de voir les fonds ainsi annoncés permettre au pouvoir en place de renforcer encore plus son emprise. Ces faits exprimeront ainsi une profonde contradiction dans les évolutions du Yémen et le positionnement de la "communauté internationale" face à lui : la vocation annoncée de soutenir un pouvoir officiel face aux risques découlant d'un acteur irrégulier et radical permettra en effet à Ali Abdallah Saleh d'avoir les coudées franches face à des pôles contestataires irréguliers et, dans une certaine mesure, plus réguliers. En effet, alors que le risque *Al-Qaïda* paraîtra, entre autres, justifier les engagements des bailleurs de fonds vis-à-vis du Yémen, le président du pays trouvera aussi le loisir d'attirer l'attention sur un risque à l'émanation d'un autre des acteurs irréguliers du paysage national, incarné par la rébellion houthiste.

LE MOUVEMENT ZAYDITE, OU LA RÉBELLION HOUTHISTE

Même si elles ont connu une inflexion particulière en 2010, les modalités d'affrontement entretenant le pouvoir yéménite et les rebelles houthistes n'ont cependant en rien un caractère récent. Entre 2004 et 2010, ce ne sont pas moins de six séries formelles de confrontation, entrecoupées de situations de fortes tensions, qui ont prévalu entre le pouvoir et les rebelles : juin à septembre 2004, puis mars à mai 2005, novembre 2005 à janvier 2006, janvier à juin 2007, mars à juillet 2008, et août 2009 à février 2010. Avec, à chaque fois, une inflexion notable dans le positionnement des uns et des autres, qui poussera d'ailleurs le président yéménite à lancer officiellement en août 2009 l'opération "*Terre brûlée*", à travers laquelle il se promettait d'écraser la rébellion d'une main de fer.

Mais sur le fond, le caractère d'acteur irrégulier que l'on peut voir au travers des houthistes en appelle à des remarques qui, en partie non négligeable, poussent à les distinguer d'AQPA. Contrairement à cette dernière, les houthistes ne sont en effet *a priori* pas dans la revendication de l'institution d'un projet global transfrontalier, contrairement d'ailleurs à certaines assertions gouvernementales. Il va de soi que, au vu de leur affiliation confessionnelle – chiite –, et étant donné

l'existence d'un imam zaydite au Yémen jusqu'en 1962, la tentation est grande pour leurs détracteurs de les voir porteurs d'un agenda caché, qualifié de pro-Iranien. Ainsi, la main lourde qui s'est abattue sur la rébellion zaydite, en particulier depuis 2004, a mis en exergue des positionnements et interprétations contradictoires. Alors que le pouvoir yéménite surfait sur l'idée largement en vogue d'un "croissant chiite" régional en pleine émergence qui aurait l'Iran pour chef de file, les rebelles se faisaient forts d'insister sur ce que leurs revendications étaient exclusivement liées à une volonté de leur part de voir les discriminations politiques, économiques et sociales exercées à leur rencontre levées, au nom de leur citoyenneté yéménite. Mais le résultat, sur le terrain, n'en passera pas moins par une radicalisation des postures des uns et des autres, avec une impossibilité apparente à rapprocher leurs points de vue du fait de l'antagonisme de leurs argumentaires respectifs. Et dans le lot de ces positionnements, ce sont très clairement les houthistes, en tant qu'acteurs "entachés" d'une irrégularité, qui perdront la bataille de la communication ainsi que, jusqu'à un certain point, la bataille stratégique. Outre que leurs revendications ne bénéficieront d'aucun soutien significatif (pas même apparemment de celui de l'Iran, que le gouvernement yéménite accuse de financer et armer les zaydites, mais sans pour autant fournir de preuves de ses assertions), leur confrontation avec les forces yéménites se doublera, en 2010, de leur opposition à un second front armé déployé par l'Arabie saoudite à sa frontière avec le Yémen. Le tout intervenant une fois encore au nom de cette stratégie louvoyée que l'Iran aurait eu matière à trouver à travers les évolutions yéménites.

Pour autant, ces événements semblent refléter, par-dessus tout, une participation de la part du gouvernement yéménite de l'éclatement de son propre champ socio-politique par souci de sa part d'insister sur sa propre légitimité. En effet, à la base, quand bien même le déficit de démocratie est une marque forte du champ politique yéménite, il n'en demeure pas moins qu'une telle particularité aurait pu être compensée et admise par la population si elle avait eu pour corollaire une meilleure gestion, économique notamment, des perspectives à échelle nationale. L'exemple de maints pays arabes du Golfe en témoigne amplement. Or, les faits abonderont plutôt dans le sens d'une discrimination *de facto* de la part du gouvernement yéménite qui, sans s'en prendre spécifiquement aux zaydites et à leurs sympathisants, les concernera cependant à large échelle. La dichotomie instaurée sur le territoire aura dès lors pour effet pervers de pousser maints acteurs gouvernementaux à interpréter la menace houthiste comme étant à la hauteur de celle posée par AQPA. Pour autant, rhétorique poussée de la part du pouvoir yéménite et options sécuritaires déployées par lui et ses alliés abonderont tout sauf dans le sens de l'institution d'une solution viable et prometteuse sur le terrain. Bien au contraire, les quelque 250 000 déplacés provo-

qués par cet accès, outre qu'ils ne participeront aucunement d'un affaiblissement des houthistes, exprimeront la confrontation du Yémen à une contrainte supplémentaire pour ce qui relève des perspectives prévalant sur son territoire. Ces *Internally Displaced Persons* (IDP), bien que n'ayant en rien vocation à incarner un nouveau pôle d'acteurs irréguliers, souligneront cependant les difficultés supplémentaires d'un gouvernement qui, plutôt que de faire du renforcement des perspectives présentées à sa population un atout auto-légitimateur notable, a fait le choix de la fuite en avant. Le tout étant donné que le soutien de maints gouvernements à ses actions, au nom de la nécessaire stabilité du Yémen, a plutôt eu tendance à déplacer les lignes inter-yéménites dans un sens plus largement favorable à une forme de désintégration territoriale. Il serait pour autant abusif de voir ici dans le Yémen l'exemple d'un État failli, celui-ci répondant à un potentiel et des ressources qui n'annulent en rien l'ascendant et l'impact du gouvernement central et de ses moyens. Cela étant dit, force est de constater aussi que la perte par le pouvoir yéménite de maintes de ses capacités d'action sur son territoire n'en est pas moins aussi en large partie le résultat de sa propre surestimation de la menace à l'émanation "d'acteurs potentiellement irréguliers", tels les houthistes.

LES RÉVÉLATEURS DE LA DICHOTOMIE NORD-SUD

Il convient d'ailleurs de pointer une similitude entre le cas sus-exposé et celui qui a opposé le pouvoir yéménite à certains contestataires du Sud du pays. En effet, en dépit de la réunification intervenue en 1990, les perspectives n'ont pas toujours été au beau fixe entre représentants du Nord et du Sud du Yémen. Cela avait déjà été clair en 1994, quand les modalités de partage du pouvoir entre Nord et Sud avaient donné lieu à un envenimement reflétant les méfiances entretenues entre Nord et Sud. Mais au fil des années, rien ou peu ne permettra aux Yéménites de faire montre d'un rapprochement potentiel. Ainsi, les dysfonctionnements de fond conduiront finalement, en 2007-2008, à la naissance du "*Mouvement du Sud*", ou "*Mouvement pacifique du Sud*", un groupement de Yéménites en appelant à une évolution en leur faveur qui ne soit néanmoins pas nécessairement synonyme de scission.

Ainsi, les revendications du Mouvement du Sud passaient par l'aspiration à une équité citoyenne, le renforcement des modalités décisionnelles émanant du Sud, la création d'opportunités d'emploi, ou encore un meilleur partage des richesses, dont les pétrolières. Mais la réaction du pouvoir sera violente, le président Ali Abdallah Saleh craignant de voir ce mouvement muer vers une dynamique d'ensemble menant à une partition officielle du Yémen. Ainsi, sur les mois qui suivront, les événements mettront en exergue des tentatives diverses de

la part du président en vue de se garantir un maximum d'alliances dans le Sud ; mais celles-ci peineront à prendre. De même, outre son développement d'une stratégie de dissuasion armée lourde, Ali Abdallah Saleh ira également jusqu'à accuser le Mouvement du Sud et tous ceux qui procédaient à une critique du gouvernement central de marcher main dans la main avec AQPA, annulant dès lors toute possibilité pour un dialogue d'être établie. Et c'est de la sorte que les insurgés du Sud ne tarderont pas à afficher, pour certains d'entre eux, des symboles et slogans en appelant à une séparation du Nord et du Sud. Le fait en parallèle pour des drapeaux du Yémen du Sud d'être arborés venait bel et bien confirmer le fait que l'absence de prise en considération des revendications des insurgés avait finalement mené à leur affichage d'une attitude clairement provocatrice et inadmissible pour le gouvernement. La contre-réaction n'en sera, une fois encore, que plus violente de la part de Saleh.

Mais là encore, devant cet "acteur irrégulier" auquel il avait été confronté, le président yéménite affichait une attitude assez paradoxale. Le fait pour lui de devoir étouffer les contestations signifiées à son encontre paraissait être une priorité. Mais dans le même temps, il n'en ira pas moins jusqu'à vouloir tisser des fils de type irrégulier, ce notamment par ses tentatives d'activation de la solidarité tribale dans le sud du pays. Or, et contrairement à ce que l'on peut retrouver dans le nord du Yémen, le Sud paraît à bien des égards exempt de logiques de nature tribale. Cette spécificité s'explique par l'histoire particulière de cette région, qui a connu sa relative détribalisation dans les années 1970, lorsque le gouvernement marxiste d'alors avait réprimé toute logique tribale. Alors que dans le Nord, le président Saleh, lui-même issu de la tribu des Hashed, a plutôt eu matière à trouver un terreau favorable au déploiement des logiques d'alliance tribale à compter du moment où cela servait ses intérêts. La dichotomie ayant prévalu entre le Nord et le Sud, en partie pour des raisons historiques, ne lui permettra ainsi pas de prétendre à une possibilité de ralliement des insurgés du Sud à ses propres visions.

LA POTENTIELLE RÉGULARITÉ DE L'ACTEUR IRRÉGULIER

Et c'est ainsi que le problème du Sud est venu se superposer aux donnes d'ores et déjà compliquées qui prévalaient à travers *Al-Qaïda* et les houthistes. À travers les différents foyers qui se sont affirmés sur son territoire, le président Saleh a ainsi pu voir les limites de sa gestion nationale, combinées à sa quête de reïns occidentaux solides, lui amener bien des difficultés. Or, contrairement à ce que l'on peut parfois penser, rien ne permet d'affirmer que le terreau yéménite était favo-

nable dès l'origine à l'éclosion de champs de l'irrégularité au sein du Yémen. Bien au contraire, loin d'être failli, cet État a depuis longtemps souffert une certaine pauvreté, et une grande désorganisation, certes, mais sans pour autant que son destin n'ait forcément eu à être placé sous le signe de l'implosion sociopolitique. Qui plus est, même à ce stade, alors que les contestations anti-Saleh battent leur plein dans le pays, il serait excessif d'affirmer que le Yémen aurait franchi un point de non-retour, synonyme de partition. Quand bien même cette éventualité demeure toujours envisageable dans un avenir proche ou lointain, il convient de voir que, dans la réalité des faits, la portée des contestations à Ali Abdallah Saleh est porteuse en soi d'une para-unité nationale, des segments larges de la population yéménite étant d'accord sur la nécessité d'en finir avec le règne du président. En parallèle, c'est Ali Abdallah Saleh lui-même qui, à coups de tentatives d'établissement de liens avec les uns ou les autres des acteurs yéménites qui lui paraissent faire la différence, en vient à faire de l'émergence de l'acteur irrégulier en général une nécessité inhérente à son maintien au pouvoir. Et ainsi, dans les évolutions yéménites actuelles, la fragmentation potentielle du champ sociopolitique yéménite, même si elle ne prend apparemment pas pleinement, ne voit pas moins des lignes de fracture se préciser. Par là, même si beaucoup d'éléments tendent à faire penser que la cohésion inter-yéménite sera amenée à se maintenir tant que la contestation contre le président sera active, cela n'amène pas moins tout un ensemble de questionnements sur ce qui pourra advenir lorsque l'on sera passé à une ère post-Ali Abdallah Saleh. En effet, au-delà de l'aboutissement des phases révolutionnaires, c'est la manière par laquelle les uns et les autres pourraient, dans un futur proche, clamer leur importance pour ce processus, qui pourrait finalement octroyer à ces acteurs réguliers un peu plus de régularité. Avec évidemment ce qui pourra s'ensuivre selon que chacun d'entre eux estimera avoir trouvé sa place ou non dans le cadre d'un projet yéménite futur qui, pour sa part, reste également énormément empreint d'incertitudes et de zones d'ombre à ce stade.